

# LE MONDE ÉCONOMIQUE

Journal hebdomadaire d'Economie politique Internationale

PARAISANT le SAMEDI

FINANCES. — COMMERCE. — INDUSTRIE. — ÉCONOMIE RURALE. — TRANSPORTS. — NAVIGATION

Pour la Rédaction et l'Administration s'adresser à  
**M. ADOLPHE MARTIN**  
Secrétaire général

Directeur et Rédacteur en Chef :  
**PAUL BEAUREGARD**  
DÉPUTÉ DE LA SEINE  
Professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Paris  
Rédaction et Administration : 76, rue de Rennes, Paris

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à  
**M. GEORGE ROUILLARD**  
Administrateur-Gérant.

## COMITÉ DE PATRONAGE SCIENTIFIQUE

MEMBRES  
MM.  
DE BLIGNIÈRES, Anc. Inspect. des finances.  
CHARLES ROUX, Ancien Député, Ancien Membre de la Chambre de commerce de Marseille.

MM.  
GLASSON, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.  
LAVISSE, Membre de l'Académie française.  
LEVASSEUR, Membre de l'Institut.

MM.  
GH. LYON-CAEN, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Membre de l'Institut.  
MARC MAUREL, Président de la Société d'Economie politique de Bordeaux.  
L. PERMEZEL, Membre du Conseil supérieur du Commerce.

**ABONNEMENTS** : Paris, Départements, Algérie, Corse, Tunisie, Alsace-Lorraine : Un an, 36 fr. six mois, 20 fr. — Pays faisant partie de l'union postale : Un an, 40 fr. six mois, 22 fr. **PUBLICITÉ** : La ligne 2 fr. 50

## SOMMAIRE

**I. Partie économique :**

M. Adolphe Martin, par PAUL BEAUREGARD..... 225

Les liaisons dangereuses de la coopération (suite et fin), par ERNEST BRELAY..... 226

Le mouvement économique : Un relevé approximatif du recensement de 1900, aux Etats-Unis. — L'importance du mouvement de cabotage de l'Annam. — Les distributeurs automatiques des billets..... 230

Le Caroubier, par DE CLUVEAUX..... 231

Lettre du Brésil, par C. SEIGNEURET..... 233

Théorie des aptitudes (suite et fin), par GABRIEL AMBON..... 234

Le Conseil colonial d'Algérie..... 236

**II. Partie industrielle et commerciale :**

Le mouvement commercial : Les résultats du commerce extérieur de l'Angleterre en juillet dernier. — L'industrie en Serbie. — La production de l'huile d'olive en Italie. — Le commerce de l'Etat indépendant du Congo en 1899. — Le commerce extérieur de la Russie en 1899, etc..... 238

Revue des syndicats..... 239

REVUE DES MARCHÉS : Céréales. — Laines. — Cotons. — Soies et soieries. — Cuirs et peaux. — Pétales. — Métaux. — Cafés. — Sucres. — Vins et alcools..... 240

**III. Partie financière.**

Le mouvement financier du monde : Aux mines de Kasandra. — La plus forte réserve d'or. — Le stock visible du cuivre. — Le recensement annuel des animaux des fermes et des élevages aux Etats-Unis. Etc.

BOURSE DE PARIS..... 246

Revue des assurances..... 250

Renseignements financiers..... 250

## PARTIE ÉCONOMIQUE

### M. ADOLPHE MARTIN

Le 21 mai 1900, le *Monde Economique* avait la douleur de perdre Mme Martin, et nous rendions, quelques jours plus tard, un hommage ému à la mémoire de la femme intelligente et dévouée qui, pendant les années de lutte, s'était consacré, dans le secret de l'administration du journal, au succès de notre œuvre.

Trois mois plus tard, le 21 août, M. Adolphe Martin, notre secrétaire général, nous était enlevé. Malade depuis longtemps, il n'a pu, en dépit de son énergie, survivre à celle qui partageait sa vie.

Les deuils succèdent aux deuils et le *Monde Economique* ne cesse de s'encadrer de noir !

Nous devons à l'ami que nous venons de perdre un public hommage. Adolphe Martin était venu à l'Economie politique comme il aurait su aller à toute science. Esprit supérieur, profondément imbu de l'idée libérale, admirablement bon, il avait bien vite pénétré les principes d'une science faite, tout entière, de logique, d'amour de la liberté, de compassion pour ceux qui souffrent. Sans effort, presque en se jouant, il avait conquis l'affection,



le respect et parfois l'admiration de quelques-uns des plus éminents parmi nos maîtres.

Et, pourtant, quelques services qu'il nous ait rendus, si grande qu'ait été son influence dans notre milieu scientifique, nous n'avons pas le droit de l'accaparer tout entier.

Notre devoir est, au contraire, de proclamer hautement qu'Adolphe Martin était autre chose qu'un économiste, si distingué qu'on le suppose. Il était simplement un grand homme. Profond penseur, poète génial, il ressuscitera dans la gloire. La France, un jour, apprendra avec joie, avec désolation, qu'elle a possédé un si noble, un si grand enfant : avec joie, car elle lira ses vers, avec désolation parce que l'œuvre n'est pas achevée.

Le chant suprême, dans lequel il voulait tracer la voie du progrès en faisant appel au sentiment de la dignité chez l'homme, ce chant, qui eût été sublime, n'est pas écrit. Le temps lui a manqué. Il n'a pu donner à son idée fondamentale la forme divine sans laquelle l'idée ne peut subsister.

Et même parmi les poèmes qui pourront voir le jour, il en est qui ne sont pas achevés !

Telle qu'elle est pourtant, l'œuvre est grandiose. Sa vie tout entière a été consacrée à l'écrire. Patient, autant qu'impeccable, il refusa toujours d'en publier le moindre fragment. Il la voulait complète ; chacun des éléments destinés à la composer devant expliquer et soutenir les autres. Nos supplications restèrent vaines devant sa conscience d'artiste.

La mort seule aura eu raison de lui. Son œuvre paraîtra inachevée. L'admiration qu'elle inspirera se doublera de l'immense regret d'ignorer ce qu'il voulait écrire encore et qu'il emporte avec lui dans la tombe.

Tous ceux qui ont approché Adolphe Martin ont senti ce qu'il y avait d'exceptionnel en lui, et l'ont aimé d'instinct. Moi qui ai eu, durant quinze ans, le bonheur de vivre dans son intimité, c'est avec un affreux déchirement de cœur que je lui dis adieu.

PAUL BEAUREGARD.

## LES LIAISONS DANGEREUSES

### DE LA COOPÉRATION

(Suite et fin).

Le parti populaire, malgré les dissentiments de ses sectes, trouve décidément que la coopération a du bon ; il s'y lance avec sa fougue habituelle ; et si l'on se met mentalement à la place de ses chefs, on les trouve parfaitement judicieux.

Le socialisme, sous quelque aspect qu'il se présente, aspire ici perfidement, à naïveté, à s'emparer du bien des autres. Le « prolétariat » coopérateur, bien conseillé, se compose de braves fournis humaines, qui thésaurisent obscurément et pensent au lendemain. Il ne s'agit donc que de détourner adroitement

le courant de leurs épargnes au profit des « réformes sociales » dont on doit être les bénéficiaires personnels, et de leur faire jouer avec persévérance le rôle de Ratons en faveur de beaucoup de Bertrands ou de Robert-Maçaires.

..

C'est simple comme bonjour et un long historique est inutile pour expliquer le mécanisme qui a déjà fort bien réussi. L'inventeur a été l'honorable M. Anseele, de Gand, dont le talent et l'intégrité sont incontestés. Croyant fermement que le socialisme devait régénérer l'humanité, il a fondé, à Gand, le célèbre *Vooruit*, qui passe pour être un modèle d'organisation coopérative.

Nous ne nous proposons pas aujourd'hui d'examiner en détail l'œuvre de M. Anseele ; mais nous en résumons le fonctionnement en faisant remarquer que son trait le plus saillant consiste dans l'abandon, par les sociétaires, d'une part très notable de leurs bénéfices en faveur de la propagande socialiste, aboutissant à des fins politiques.

Le mérite de M. Anseele est très grand ; il a sa conscience pour lui, et ses moyens d'action n'étant pas dissimulés, nous lui rendons hommage sans arrière-pensée. On l'a largement imité à Bruxelles, où l'établissement coopératif s'appelle *Maison du Peuple*, compte 18.000 membres, fait près de deux millions d'affaires, et réalise de beaux bénéfices (1).

..

Le résultat le plus clair obtenu par ces deux grandes entreprises a été l'élection à la Chambre belge des représentants d'une minorité socialiste de 32 députés sur 152 membres, ce sont les subsides des coopérateurs qui ont couvert les dépenses. Le programme de tels élus, là ou ailleurs, ne peut qu'inspirer des craintes aux gens paisiblement progressistes et réformateurs. On le verra tôt ou tard en France si la coopération socialiste gagne du terrain.

À l'Exposition, un tableau présenté par la *Maison du Peuple*, montre, année par année, la part qu'elle a prise aux manifestations politiques. Il proclame qu'elle a fourni des subsides à la propagande et à la presse socialistes ; qu'elle a soutenu les grèves ; qu'elle est intervenue dans les élections législatives et communales ; et qu'elle a pris part à la campagne de 1893 pour le suffrage universel, etc., etc. (2).

..

Ces résultats, qui semblent admirables aux intéressés, ont été obtenus par les ouvriers belges à l'aide d'une grande discipline, dont nos compatriotes ne donnent guère l'exemple qu'en cas de grèves ; encore, dans ces circonstances, faut-il faire la plus grande part à l'intimidation.

À Paris, un premier congrès des sociétés coopératives de consommation, exclusivement socialistes, vient d'être tenu. Voici en quels termes un journal républicain s'exprime à son sujet : (3)

« Depuis quelques années, le parti socialiste a fait porter l'effort de sa propagande sur les sociétés coopératives de consommation, voyant dans ce milieu, jusqu'alors réfractaire, un

(1) V. M. G. de Nouvion, déjà cité, p. 23.

(2) G. de Nouvion, *op. cit.*

(3) *Siccle*, 9 juillet 1900.



ven de se créer des ressources en même temps que d'accroître le nombre de ses adhérents.

Le début de ce mouvement date de 1875, lors de la grève de Carmaux. A cette époque plusieurs grandes coopératives parisiennes s'unirent aux syndicats et groupements socialistes pour fonder la verrerie ouvrière, dont elles sont restées les clientes. Depuis, ces sociétés ont continué leurs relations avec les autres organisations ouvrières. Une Bourse des sociétés coopératives ouvrières de consommation s'est fondée et c'est elle qui a organisé le Congrès international qui s'est ouvert au pavillon syndical et coopératif, place Duplex.

Ce Congrès compte 111 sociétés adhérentes représentant 182.525 sociétaires pour la France.

Le « Vooruit » de Gand et la Maison du Peuple de Bruxelles, ainsi qu'un certain nombre de sociétés espagnoles et italiennes, ont été en outre, représentés.

Voici l'énumération des questions traitées dans ce congrès :

- 1° De l'assurance coopérative ;
- 2° De la coopérative socialiste ;
- 3° Des relations internationales entre sociétés, fédérations, bourses coopératives, etc. ;
- 4° Suppression de la licence ;
- 5° Pharmacies coopératives ;
- 6° Formation de coopératives agricoles.

La première séance, présidée par M. Hamelin, administrateur de la Verrerie ouvrière a été assez bruyante. On a eu quelque peine à s'entendre sur le mode de votation. Puis les représentants de sociétés ouvrières de production qui ont été exclus des délibérations ont également fait entendre des protestations.

Tout cela n'a pas l'air très menaçant ; mais il faut se souvenir de ce que le socialisme militant a dit de la coopération avant de s'en emparer partiellement « pour le bon motif » :

« La coopération crée des *satisfaits* : c'est la misère seule qui mettra le peuple en révolte contre ses maîtres ; c'est la misère exaspérant les individus, qui les fera se ruer à l'assaut de l'oppresser. En donnant aux travailleurs cette facilité d'améliorer son sort matériel, on lui enlève l'énergie de la lutte nécessaire au moment du combat final. Ce qu'il faut proclamer, c'est la *révolte du ventre*. »

Au Congrès, on a baissé le ton et presque désavoué ces paroles ; on s'est contenté d'affirmer très haut que « tous les êtres ont droit d'abord à la satisfaction de leurs besoins physiques, et surtout, comme conséquence, au développement de leurs facultés morales ». Quant aux voies et moyens, ils semblent imités plus ou moins des procédés belges.

Et si cela ne réussit pas ; si les moutons ne veulent pas se laisser tondre ou manger, il sera toujours temps de recourir à la révolution sociale.

Nous ne saurions donc trop adjurer les coopérateurs français, — déjà insuffisamment reliés entre eux — de se garder comme de la peste de toute liaison avec les associations socialistes. Leur véritable type à imiter fidèlement doit être l'*Union coopérative britannique*, qui depuis un demi siècle a donné des preuves éclatantes de capacité et de sagesse.

On vient de voir que le citoyen Hamelin, directeur de la Verrerie ouvrière d'Albi, a joué un rôle dans le Congrès coopératif socialiste des sociétés de consommation ? Il est permis de se demander à quel titre ?

M. Léon de Seilhae, — qui, nous semble-t-il, est une

des colonnes du temple appelé le *Musée social* —, nous donne, la-dessus, des explications intéressantes (1). On peut se souvenir de la fondation de la dite Verrerie, œuvre collectiviste originale, et qu'on peut difficilement qualifier de coopérative puisque ses ouvriers, qui ont longtemps « vécu de privations » ne touchent pas aux bénéfices. Ceux-ci, si l'on en obtient, sont destinés, « à la Société » et non aux sociétaires. A-t-on changé les statuts sous ce rapport ? Nous l'ignorons, et ne croyons d'ailleurs pas qu'il y ait eu de profits réalisés.

Ce qu'on nous rappelle, c'est que de grandes sociétés coopératives de consommation de Paris et de la banlieue confièrent des capitaux à cette entreprise fatalement destinée, selon nous, à la déconfiture. Nous désirons sincèrement que notre prophétie avorte ; mais que dire des directeurs qui ont témérairement aventuré ainsi des fonds dont ils avaient la garde ? Eh bien, il paraît que c'est cela qui a donné l'élan définitif à la coopération socialiste ! D'un autre côté on nous dit, en faisant l'éloge de ces mêmes individus, que pour aider la Verrerie, ils lui ont donné des commandes à 20 p. 100 au-dessus du cours. C'est ce que nous appelons faire glamment l'aumône avec la bourse des autres !

L'écrivain cité plus haut transcrit ensuite sérieusement ce qui suit :

« C'est la Bourse du Travail de Paris, qui fonde une société à capital variable, sous le nom de « Société des ouvriers », dont le but est d'arriver pratiquement à la *socialisation des moyens de production*. Des ouvriers capitalistes ! allons donc ? C'est ainsi cependant. Leur Société, organisée conformément à la loi, est constituée au capital de 1.000 francs, divisé en 50 parts de 20 francs, libérables par quart. D'ailleurs le nombre des associés et l'importance du capital sont extensibles à l'infini.

A l'heure actuelle, disait M. Baumé, secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine, l'ouvrier n'a pour se défendre contre le capitalisme qu'une arme : la grève, qui est un moyen d'action insuffisant. Nous avons résolu d'en employer un autre, qui consiste à porter la lutte contre le capitalisme, chez le capitaliste lui-même.

Nous invitons tous les travailleurs à placer dans notre Société leurs économies, au lieu de les déposer à la Caisse d'épargne. Ces fonds, accumulés, seront employés à l'achat d'actions de vastes entreprises industrielles (mines, établissements métallurgiques, industries diverses) dont les ouvriers font la prospérité. La « Société des ouvriers » deviendra ainsi copropriétaire de ces entreprises : ce qui lui permettra de concourir sûrement à l'amélioration du sort des ouvriers, dont elle sera mandataire. »

Nous admettons que de pauvres ouvriers conçoivent ou admettent de tels enfantillages ; mais que des gens instruits semblent les recommander, nous le comprendrions difficilement si, depuis longtemps, nous ne nous étions rendu compte que, rue Las-Cases, les choses sont supérieures aux paroles.

Le même rédacteur annonce que des syndicats d'employés et d'ouvriers se mettent sur les rangs pour obtenir de la Ville de Paris, en 1905, la concession du Gaz parisien et en 1910 celle des Omnibus. On aurait trouvé, paraît-il, pour une de ces énormes entreprises une société financière qui avancerait les capitaux, toucherait 5 p. 100 d'intérêt et 3 p. 100 d'amortissement, sans avoir droit d'immixtion ni de contrôle sur la gestion de l'exploitation. Elle se renfermerait donc

(1) Journal l'Emancipation du 15 juillet 1900, p. 101.



dans son rôle de prêteuse, et au bout de trente ans, le syndicat, devenu coopératif serait propriétaire absolu de l'actif.

Pour transcrire de telles choses sans formuler d'expresses réserves, il faut avoir été frappé rudement à la tête par le terrible soleil de juillet!... Et notre homme s'écrie en terminant : « Tous coopérateurs! Ce n'est plus un rêve! C'est une vérité qui se réalise... »

Frères coopérateurs, méfiez-vous de tout cela comme de la peste : n'y voyez qu'un mirage de capitaux et de travaux ; évitez toute liaison avec des conseillers pourvus de plus d'esprit et de génie inventif que de jugement!... Puisse la société de consommation vous suffire ; elle a fait ses preuves.

Un autre de nos confrères, très supérieur à celui que nous venons de citer, décrit d'une façon pittoresque l'inauguration de la *Boulangerie socialiste de « la Glacière »* fêtée en grande pompe, avec chœurs, « fanfares et discours des leaders socialistes, Jaurès, « Gérauld-Richard, Fournière, etc. » (1). Après quelques appréciations dont nous contestons la valeur, telles que le mépris relatif du boni ou dividende ; auquel, selon lui, on doit préférer une sorte d'union fraternelle, un collectivisme ingénieux et sentimental ; une suppression de concurrence chimérique pour laquelle a passé, comme nous, par le commerce et par l'industrie ; l'éloquent professeur blâme, lui aussi, l'application des bénéfices à la propagande électorale et aux caisses de grèves.

S'est-il souvenu que la *Verrerie ouvrière* a débuté par une libéralité, plus énervante que fortifiante et par suite a-t-il tenu à dédier au nouveau donateur imprudent les paroles suivantes :

La création de la boulangerie coopérative de la Glacière est due surtout à la générosité d'un philanthrope polonais, le D<sup>r</sup> Kasimir, qui a donné 100.000 francs, je crois. Dans la petite allocution qu'il a lue à cette occasion, le citoyen Kasimir, en faisant l'éloge de la coopération belge, a jeté une pierre à la coopération anglaise. « En Angleterre a-t-il dit, les coopératives ont été créées dans un but égoïste exclusivement : augmentation du bien-être de chaque coopérateur pris individuellement. » Il ne suffit pas de donner 100.000 francs pour avoir le droit de dire une sottise, et celle-ci en est une. La coopération anglaise procède d'une double source : la principale a été la philosophie sociale d'Owen qui était un communisme d'assez bon aloi, et la seconde a été le socialisme évangélique de Kingsley et Maurice qui était bien le plus opposé à l'individualisme et à l'égoïsme qui se puisse imaginer. Qu'après coup et dans l'essor de son développement, la coopération anglaise se soit montrée plus d'une fois infidèle à ses origines, qu'elle se soit laissée gagner trop souvent par l'amour des dividendes, c'est certain — mais le programme des Pionniers de Rochdale demeure toujours le drapeau de l'immense majorité des coopérateurs anglais, et leur but n'est pas plus aujourd'hui qu'au premier jour, « d'augmenter le bien-être de chaque coopérateur pris individuellement », mais au contraire de chercher premièrement le bien de tous — *chacun pour tous*.

Il va sans dire que nous serions désolé de porter malheur à la boulangerie en question ; mais nous savons — par une onéreuse expérience personnelle — que les fonds obtenus en gros de personnes désintéressées ne profitent pas longtemps aux associations qui les ont recus. La plupart des bonnes boulangeries

coopératives que nous avons connues ont débuté avec les minimales souscriptions des associés. La plus ancienne — elle a bien quarante ans d'existence — a commencé illégalement, avec des actions de 10 francs. L'autorité l'a *laissée faire* ; sa prospérité ne s'est jamais démentie. La boulangerie de la Glacière, on l'a vu, n'est pas exempte de *liaisons dangereuses*.

Nous voulions limiter cet examen ; mais voilà que la richesse des documents nous accable ! Nous relevons une feuille hebdomadaire intitulée : *La coopération des idées* (1) ; et quoique en désaccord partiel avec une grande partie de ses principes, nous invitons nos amis et adversaires à la lire, car elle nous semble pétrie de bonne foi. Son rédacteur en chef est un citoyen Deherme, au cœur chaud, au style enflammé, et qui a, dit-on, fondé avec succès les *Universités populaires*.

Nous regrettons de n'avoir pu, pour cause de santé, assister aux séances du soir de ces Universités, où des orateurs et des savants de premier ordre ont pris la parole. A leur égard, nous avons deux craintes ; la première est que les ouvriers, las du travail de la journée, ne préfèrent d'autres distractions d'un ordre moins relevé ; la seconde est, qu'en cas de succès, les socialistes militants ne s'y ébattent et n'en expulsent bientôt les professeurs et autres paisibles conférenciers.

Du 1<sup>er</sup> janvier 1874, jusqu'en 1886, nous avons, chaque hiver rempli la tâche civilisatrice de ces derniers, deux fois par semaine à l'hôpital Saint-Louis et à l'asile de Vincennes. Nous étions très sympathiquement écouté ; mais nos auditeurs n'avaient pas autre chose à faire dans la saison où l'on ne peut aller fumer sa pipe dehors. Quand la force majeure interrompit nos obscurs enseignements, personne ne parut tenté de nous remplacer.

L'ardent Deherme, encouragé par le bon accueil fait à sa création, entend maintenant obtenir la collaboration du public à une œuvre grandiose, qui s'intitulera comme à Bruxelles, le PALAIS DU PEUPLE. Le peuple, selon lui, c'est l'ouvrier, le prolétaire ; il le définit à sa façon, après avoir exposé une portraiture du bourgeois qui semble un peu trop imitée de Tolstoï.

Il faut beaucoup d'argent pour édifier le Palais du peuple ; et il est tacitement entendu que le « travailleur » qui, seul en aura la jouissance, ne pourra guère faire de sacrifices pour l'obtenir (1). Eh bien, il n'y a qu'à s'inspirer des doctrines fiscales de la démocratie radicale, dont l'avis souvent exprimé est « qu'il faut prendre l'argent où il se trouve. » Oui, mais dans le cas présent, la contrainte n'est pas possible ; il faut donc persuader, séduire, faire peut-être un peu honte aux hésitants, et avoir, au besoin, des menaces voilées pour les récalcitrants.

M. Deherme s'y prend — sans peut-être s'en douter — comme le cuisinier, qui, tout en voulant attirer les volailles, laisse un peu trop voir l'instrument qui doit les occire. Lisons ensemble :

(1) *Journal populaire d'éducation et d'action sociales*, 5<sup>me</sup> année, 7 juillet, 1900. Paris, 157, Faubourg Saint-Antoine.

(2) La société est à capital variable et en actions de 50 fr.

(1) M. Ch. Gide, *Emancipation*, du 15 juillet 1900.



*Aux Bourgeois*

« Des esprits secs et vindicatifs disent que vous n'êtes sensibles qu'aux fluctuations lentes du 3 p. 100. Faisant l'économie d'inutiles et dangereuses colères, nous ne les croyons point.

L'idéal est une chaleur pour tous les cœurs d'homme. *Avant de vous haïr, il convient de bien vous connaître : avant de vous mépriser il convient de vous éprouver.*

Peut-être n'êtes-vous pas si éloignés de penser que la justice vaut mieux que vos privilèges et que tout votre argent ne peut vous donner la joie incomparable d'une humanité libre et fraternelle. Peut-être ne s'agit-il que de s'entendre.

Ce moment est grave. Réfléchissez : Ce sont des travailleurs, des vrais qui viennent à vous. Entre eux et vous, il n'y a pas de politiciens pour aigrir les paroles et affoler les gestes en menaces. On peut causer.

Causons...

*Quand vous ne digérez pas vous êtes intelligents, et vous devez bien comprendre, alors, que la démocratie ne peut rester dans le mensonge où elle est.*

Ne vous tournez pas, cependant, du côté de la réaction. Il vous importe d'avoir meilleure opinion de ce temps, et nous y tenons. Ceux qui vous proposent de mater le prolétariat par un coup d'Etat vous leurrent, et ils voleront leur trente deniers. *Pendant que vous ronflez, que les conspirateurs s'agitent dans leurs ambitions de culs-de-plomb et leurs appétits de calicots en liesse, le prolétariat veille et il tient déjà ses otages. Il ne les lâchera pas.*

Ne vous y trompez donc point : une lumière s'est faite, qui a éclairé la route. Il n'est plus possible de l'éteindre. *Il n'est plus possible de faire défaut aux espérances avides des déshérités. Il faut réaliser la démocratie. C'est la seule solution.*

*Vous n'y échapperez pas.*

Et puis, *qu'est-ce qui peut vous intéresser dans l'iniquité qui subsiste encore ?*

Vos plaisirs les plus élevés, les plus purs sont gâtés. Vos théâtres, vos bibliothèques, vos musées, vos écoles sont à la merci des barbares qui grouillent dans les cloaques de nos villes. Vous n'êtes pas assurés contre ces ignorances, ces misères, ces vices, ces haines par la justice sociale. La Sorbonne n'a pas le droit d'être sans le Palais du Peuple. Votre snobisme n'y peut rien. Les plaisirs intellectuels sont sociaux, et ils ne sont complets qu'étant partagés, et ils le seront.

Mais, peut-être, n'y tenez-vous pas tant que votre vanité le proclame. Alors ?

*Vos fêtes ? — Elles sont mornes, dans les dorures et le bruit, elles sont mornes de toutes les souffrances dont elles sont faites, qui pèsent sur elles et vous menacent. Et lorsque flambe le Bazar de la Charité il y a, dans nos mansardes, des rires qui vous feraient trembler, si vous les entendiez.*

Voire or ? — Il vous tient, et vous êtes ses esclaves plus que nous. L'échéance obsède vos nuits et la représentation enfievrée tous vos instants.

L'orgie ? — Elle vous creuse un rictus de désolation au coin des lèvres quand elle ne vous conduit pas au suicide, un matin de lassitude, de dégoût — et de conscience.

Alors ? Est-ce pour aller jusqu'au fond des rancœurs, subir jusqu'à la fin de tout le martyre de paraître, acheter des robes de soie à vos épouses et des diamants à vos cocottes que vous êtes contre la justice.

Il suffit que vous y réfléchissiez. Tout se tient dans le monde et si vous paraissez profiter de l'iniquité, au fond vous en souffrez autant que nous. Vous ne faites envie qu'aux brutes.

Rentrez dans l'ordre humain. Cessez d'être des bourgeois. Acceptez simplement ce qui doit être, ce qui sera, et préparez-le en travaillant avec nous à l'édification du Palais du Peuple.

Donnez un but social à votre triste vie.

Le Palais du Peuple est un champ d'activité pour tous ceux qui veulent être des hommes. »

C'est tout à fait galant, n'est-ce pas ! Eh bien, nous tenons à le dire très haut, tout « bourgeois » qui obtempérera à une invite ainsi formulée, ne pourra être qu'un imbécile ou qu'un lâche !

\*\*\*

Jusqu'ici, on ne nous a pas dit au juste en quoi consisterait le caractère coopératif de l'établissement.

Voici d'abord un fragment d'article dû à un anarchiste apaisé de notre connaissance.

« Si les Coopératives de consommation veulent des magasins de gros et un journal quotidien, il faut, mais il suffit, qu'elles soutiennent notre émission populaire, en souscrivant des actions du Palais du Peuple.

Toutes ont des capitaux chez les banquiers, chez les ennemis du Peuple. Aujourd'hui, nous les engageons à nous en confier un peu pour le bonheur du Peuple.

Le moment n'est plus aux mots. Il est aux actes. Le monde solidariste est aujourd'hui majeur. Il doit choisir maintenant entre les forces du passé — avec l'Esclavage — et les forces de l'avenir — avec la Liberté.

Nous avons établi les plans des Palais du Peuple dans un grand esprit de tolérance, de justice, de fraternité.

Le prolétariat doit se prononcer sur notre œuvre.

Nous avons fait notre devoir. C'est à lui de faire le sien. »

\*\*\*

### Maintenant que devra être le Palais ?

« Les Palais du Peuple, édifiés par le peuple, manifesteront à jamais le triomphe de la démocratie.

Notre plan idéal comporta un magnifique bâtiment de trois étages de 3.000 mètres de superficie. C'est l'espace minimum qui sera nécessaire pour satisfaire aux besoins moraux, intellectuels et sociaux de 20.000 adhérents ouvriers que nous prévoyons.

La façade et les sous-sols seront destinés aux magasins des coopératives, aux bains, à une salle de lecture pour les passants, à un café de tempérance et à un grand restaurant coopératif pouvant contenir 200 personnes.

Au centre sera le théâtre contenant 1.500 spectateurs. Nous ferons le Théâtre populaire qu'on attend : il n'est réalisable que là. Un art puissant s'y enfantera.

Une galerie spacieuse séparera le théâtre du jardin : ce sera plus particulièrement le musée.

Dans le jardin on donnera, l'été, des concerts. Autour seront le fumoir, la salle de repos et le gymnase. Ici on fera l'éducation physique, on travaillera joyeusement au développement harmonique du corps.

Enfin, au fond de ce rez-de-chaussée, on installera un hall pour la récréation des enfants et des jeunes gens et une salle d'escrime.

Au premier étage, ce seront d'abord des petits et grands bureaux et salons qu'on louerait à différentes sociétés ouvrières : cercles d'amis, mutuelles, syndicats, coopératives, sociétés musicales, etc. Ensuite viendront la bibliothèque, la salle de lecture et plusieurs salles de cours et conférences. Outre les conférences et cours du soir pour les adultes, nous utiliserons ces locaux, dans la journée, pour un véritable collège populaire, où nous donnerons aux enfants de nos sociétés qui montreront le plus de dispositions un enseignement secondaire complet, qui leur permettra, plus tard, l'accès des Facultés. Nous commencerons l'instruction intégrale du peuple : le jour, pour les enfants et jeunes gens ; le soir, pour les adultes. Il faut que le peuple ait ses ingénieurs, ses savants, ses philosophes, ses artistes. Il faut la direction aux plus capables, et non aux plus riches.

Le deuxième étage sera occupé par des ateliers, où sera donné un enseignement professionnel complet. Les ouvriers deviendront créateurs et artistes.

Nous aurons des expositions permanentes pour lesquelles l'ouvrier fera son chef-d'œuvre. Nous glorifierons le travail manuel, et il se glorifiera mieux encore, lui-même, par ses produits. Plusieurs laboratoires de chimie, de physique, etc., serviront à compléter un enseignement technique solide.

Enfin, au troisième étage, nous aurons de petites chambres, chauffées, éclairées, meublées sommairement, mais d'une rigoureuse propreté. Elles seront louées pour un prix modique à de jeunes ouvriers célibataires auxquels la proximité des garnis touchés est souvent funeste. Un escalier spécial desservira ces chambres.

Voilà ce que doit être le premier Palais du Peuple.



Après cette description du futur édifice, on inscrit les noms du Comité de patronage, composé de 34 ou 35 membres, appartenant à la littérature, à la science, au professorat et à la politique.

Il s'y trouve un ministre, quatre ou cinq membres de l'Institut, un artiste, un industriel, un pasteur, etc.

Tous ces hommes ont droit à notre respect; presque tous à notre sympathie.

Mettent-ils des capitaux dans l'affaire? Engagent ils chaleureusement leurs amis à en fournir?...

Bien que fermement convaincu de la probité du brave homme qu'ils couvrent du manteau de leur honorabilité, nous leur faisons timidement observer que l'affaire ne marchera pas automatiquement; qu'il faudra déléguer beaucoup de fonctions administratives, y compris celles de trésorier. Si l'entreprise avait des chances de réussite, il y aurait là un manquement de plusieurs millions.

Beaucoup de ces « patrons » sont de nos confrères; ils admettront que nous ne voulons pas les rabaisser en disant qu'ils s'entendent mieux aux belles lettres qu'à la finance. Nous leur offrons donc le tribut de notre expérience: Il y a quatorze ou quinze ans, des personnages notables vinrent nous prier de faire, devant le grand public de plusieurs arrondissements, des conférences sur les Banques populaires. Nous nous exécutâmes; mais, inspiré par de vagues soupçons, nous eûmes grand soin de ne recommander aucune banque particulière, aucun homme, ni aucun comité.

Il s'agissait pourtant d'une forme de la coopération qui réussissait déjà fort bien à l'étranger, surtout en Allemagne.

Les banques se fondèrent; elles eurent un centre commun, dirigé par un banquier bien connu, et qui passait pour avoir trente ou quarante millions de fortune.

Au bout de quelques années, cet individu devint insolvable et sa chute entraîna celle de la plupart des banques divisionnaires.

C'est ce souvenir joint à beaucoup d'autres qui nous a conduit à mettre en garde les coopérateurs de tout ordre contre les *liaisons dangereuses*.

(A suivre).

ERNEST BRELAY.